

EXPULSION

Expulsion

Expulsion

200 personnes, dont une centaine d'enfants ont été évacués d'un squat considéré comme l'un des plus importants de la cité phocéenne. Des associations et des collectifs avaient appelé à un rassemblement hier matin, pour demander que soient garantis la dignité et les droits fondamentaux des personnes.

Marseille

Des enfants scolarisés dans trois écoles du quartier Bougainville dans le nord de Marseille n'ont pas eu la force de reprendre le chemin de l'école, hier matin. La veille, ils avaient dormi à même le sol, sur un coin de bitume, non loin du squat où leur famille avait construit un habitat de fortune.

Un squat, où quelques 200 roms vivaient depuis mars 2016, considéré comme le plus important de la ville et dont ils ont été délogés par les forces de l'ordre. Une évacuation qui s'est déroulée sans heurt. La plupart des familles avaient prévu de dégager les lieux en toute discrétion et se trouvaient encore à errer, à la recherche d'un abris de fortune pour passer la nuit.



Les associations avaient appelé à un rassemblement hier matin, pour que les personnes vulnérables soient mises à

l'abri. Photo C. W.

Au 31 boulevard Magallon dans le 15e arrondissement, l'imposant bâtiment ouvert au quatre vents est désormais un champ de ruine. Le site laissé à l'abandon est devenu un dépotoir à ciel ouvert, où la situation a continué à se dégrader sous le poids des encombrants déversés par des entreprises et des particuliers. Les associations ont alerté en réclamant l'accès à l'eau et des règles minimums d'hygiène et de sécurité, mais rien n'a été fait. Les pouvoirs publics restent impassibles. Préférant laisser la situation s'aggraver, jusqu'à ce que la municipalité de Marseille, propriétaire des lieux, qui projette de construire une nouvelle unité d'urgence, déclare un arrêté de péril imminent et engage une procédure d'évacuation.

Hier matin, les associations qui avaient appelé à un rassemblement ont exprimé leur désarroi et leur impuissance devant un tel gâchis. Une misère orchestrée, dont les enfants sont les premières victimes. Alors que la fin de l'année scolaire approche, l'élu communiste Jean-Marc Coppola et le président de la LDH, Bernard Eynaud ont saisi le défenseur des droits des enfants, pour mise en danger. Vulnérables ces familles, dont certaines avaient fini par s'insérer sont condamnées à tout recommencer.

Agir en amont pour éviter le pire
Laurie Bertrand, coordinatrice de la

mission bidonville à Médecins du Monde explique que l'association avait dès le début agi en amont pour que la situation cesse de se dégrader. Mais le travail avec les pouvoirs publics est devenu difficile à partir du moment où le site est devenu le réceptacle de toutes les expulsions du territoire. On a poussé au découragement des associations et des personnes qui se sentent aujourd'hui impuissantes. « Nous ne demandons pas que le lieu soit sauvé, mais dire plus jamais ça et travailler ensemble pour trouver des solutions ». Médecins du Monde avait dès le mois d'avril lancé une alerte pour que soit pris en compte les risques sanitaires, là aussi sans succès. « Sans un travail de prévention, les bidonvilles se déplaceront ailleurs », poursuit Laurie Bertrand. Les associations réclament la réquisition de bâtiments publics. « Rien n'a été fait pour créer des conditions de vie digne », s'insurge un travailleur social. Dans une ville qui compte près de 36 000 logements vacants et la Métropole 72 000, « nous pouvons reloger ces familles » plaide Fathy Bouaroua de la Fondation Abbé Pierre. « On décrète l'état d'urgence. Nous ce que nous voulons, c'est un état d'urgence social. Le département doit appliquer la loi et mettre les personnes vulnérables à l'abri ». L'hébergement d'urgence, c'est en tout et pour tout 750 lits à Marseille et à La Ciotat. Une goutte d'eau dans un océan de misère.
Catherine Walgenwitz ■